

## **Autorités traditionnelles et urbanisation au Nord-Cameroun : le cas de la ville de Mokolo**

André TASSOU

Assistant, Département d'Histoire

Université de Yaoundé I

Tel : 75 99 25 77 ; Email : [tassou\\_andre@yahoo.fr](mailto:tassou_andre@yahoo.fr)

### **Résumé :**

Située dans la province de l'Extrême-Nord, la ville de Mokolo est peuplée de nombreux groupes ethniques et catégories socio-professionnelles. Bien avant la création des unités administratives dans la localité, les populations vivaient sous l'autorité du chef traditionnel, gardien des institutions coutumières. Ce dernier se devait ainsi de régler les litiges qui opposaient les gens de son unité de commandement. Mais dès l'occupation du pays par les Allemands puis les Franco-anglais, successivement, son pouvoir de décision diminua de façon considérable. L'objectif de la présente étude est d'examiner les permanences et les mutations survenues au niveau des fonctions des autorités traditionnelles d'une part et leur rôle dans le processus d'urbanisation de la ville d'autre part. Au total, les chefs traditionnels ont perdu certaines de leurs prérogatives au profit des autorités administratives, lesquelles sont devenues de véritables détentrices de la mission d'encadrement des populations. L'affaiblissement des institutions traditionnelles apparut ainsi comme l'une des conséquences immédiates de l'acculturation de plus en plus accrue des populations et de la dépravation de leurs mœurs. Néanmoins, les autorités traditionnelles furent et demeurent des acteurs quasiment indéniables du développement socio-économique, politique et culturel de leur localité.

**Mots clés :** Mokolo ; Autorité traditionnelle ; Administration coloniale ; Ville ; Urbanisation.

### **Abstract:**

Situated in the Far North province, the town of Mokolo is populated of many ethnic groups and socio-professional categories. Long before the creation of the administrative units in the locality, the populations lived under the authority of traditional chief, guard of traditional institutions. He ought to solve litigations that opposed peoples of his command unit. But since the occupation of the country by the Germans then the French-English, successively, his power of decision considerable decreased. The objective of the present study is to examine on one hand the permanencies and the mutations occurred at the level of the functions of traditional authorities and their role in the process of urbanization of the town on the other hand. To resume, the traditional chiefs lost some of their prerogatives at the profit of administrative authorities, which became the real possessors of the mission of educating the population. The weakness of traditional institutions appears thus as one of the immediate consequences of the increasing acculturation of the populations and the depravity of their customs. Nevertheless, the traditional authorities were and stay incontestable actors of socioeconomic, political and cultural development of their locality.

**Key words:** Mokolo; traditional authorities; Colonial administration; Town; Urbanization.

### **Introduction**

Mokolo, ville cosmopolite située dans l'Extrême-Nord du pays est peuplée de nombreux groupes ethniques et catégories socio-professionnelles. Les Mafa, les Foulbé, les Mandara, les Kapsiki constituent les groupes ethniques majoritaires. Bien que vivant au départ dans des sociétés dites segmentaires ou égalitaires, les Mafa, l'un des anciens groupes ethniques de la région, furent contraints de s'organiser politiquement au début du XIX<sup>e</sup> siècle autour de leurs "doyens de lignage"<sup>1</sup>, Tékuem<sup>2</sup> notamment, afin de faire face aux incursions

des pasteurs peuls venus répondre à l'appel lancé par Ousman dan Fodio contre « *l'infidèle environnant* » (J.-Y. MARTIN, 1970 ; T. M. BAH, 1993, pp.62-84.).

Au cours de violents et sanglants affrontements avec les populations mafa, les guerriers peuls, originaires majoritairement des localités voisines telles Mabass, Madagali, Michika et Moubi, réussirent à s'implanter définitivement dans la région. Vaincus malgré eux, certains Mafa déjà implantés aux piémonts firent des mouvements de reflux vers les massifs, de peur d'être tués ou conduits au Nigeria actuel comme captifs. D'autres sont, par contre, restés sous les règnes plus ou moins contestés des chefs musulmans (1830/1921). Ainsi, de l'autorité des "doyens de lignage" à celle des administrateurs coloniaux et post-coloniaux en passant par la période marquée essentiellement par l'hégémonie peule, Mokolo connut plusieurs mutations socio-économiques, politiques et culturelles quasiment irréversibles. Concrètement, les institutions coutumières représentées par l'autorité traditionnelle s'affaiblirent progressivement suite à l'occupation de la région par les Colons blancs. Ceci étant, qu'entend-on par "autorités traditionnelles" dans ce contexte précis ? Et que signifie "urbanisation" ?

Le vocable "autorité" évoque à la fois l'idée de souveraineté de l'individu ou du groupe qui le détient, d'où son caractère quelque peu ambigu, équivoque. Ce terme implique la légitimité, un droit délégué par la société (J. LOMBARD, 1967, p.36.). Le mot "tradition", quant à lui, est parfois contesté et/ou discuté, puisqu'il évoque l'idée d'institutions figées, presque immuables, donc privé de tout dynamisme.

*Il renvoie à l'origine des structures de pouvoir dont les détenteurs sont les héritiers de l'aristocratie ancienne. Dans cette perspective, il ne se réfère ni à la nature du pouvoir, étant donné que les mutations diverses ont fait qu'il est difficile de trouver la ligne de démarcation entre tradition et modernité (G. L. TAGUEM FAH, 2003, p.268.).*

Ainsi, l'expression "autorités traditionnelles" désigne, dans ce contexte précisément, des individus ou des groupes investis légalement d'un pouvoir politique. Il s'agit, dans une large mesure, des « *personnes ou groupes investis de responsabilités, de quelque nature soient-elles* » (J. LOMBARD, 1967, p.13.). De façon étroite, cette expression désigne particulièrement « *des autorités politiques, agissant en tant que telles dans la société* » (Ibid.p.13.). Par "urbanisation", il faut tout simplement entendre le fait de créer des villes et de les développer. Il peut également signifier « *le processus de croissance à la fois du nombre des villes et de celui des habitants des villes* » (KENGNE FOUODOUOP et A. BOPDA, 2000). Urbaniser un site revient donc à l'aménager en vue de développer ou de créer une agglomération urbaine.

Vu sur cet angle, "autorités traditionnelles" et "urbanisation" ne sauraient s'opposer de façon systématique. Tout comme « *la modernité ne procède pas à une destruction systématique de la tradition* » (G. L. TAGUEM FAH, 2003, p.268.), il n'existe également pas de ligne de restriction entre "autorités traditionnelles" et "urbanisation". Au contraire, les deux semblent plutôt aller de paire et se complèteraient mutuellement bien qu'il soit admis que l'urbanisation véritable de Mokolo coïncide avec le début de l'essoufflement des institutions coutumières existantes, lesquelles se vidèrent progressivement de leur contenu<sup>3</sup>. Bien que réduits à de simples subalternes de l'administration coloniale, les autorités traditionnelles semblent avoir joué un important rôle dans le processus d'urbanisation du Nord-Cameroun en général et de Mokolo en particulier. C'est ce que témoignent les différents travaux de monographies commis jusque-là sur l'implication des *lamibe* et/ou des sultanats dans le développement socio-économique, politique et culturel de la partie septentrionale du pays. La présente étude a ce mérite qu'elle se permet d'étudier le cas typique du *lamidat* de

Mokolo dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Il s'agit, en réalité, d'appréhender au travers d'une démarche chronologique les rapports de force qui ont et qui continuent d'exister entre "autorités traditionnelles" et "urbanisation" ou tout simplement "entre "tradition" et "modernité". De façon schématique, il est question dans ce travail d'étudier le rôle joué par les chefs traditionnels dans le développement urbain de Mokolo pendant les périodes pré-coloniale, coloniale et post-coloniale tout en faisant ressortir les permanences et les mutations.

### **I- Autorités traditionnelles pendant la période pré-coloniale**

Les populations mafa ont vécu dans des sociétés dites égalitaires, segmentaires ou lignagères, au regard de la souplesse de leurs structures politiques, contrairement à celles des Peuls. Leur chef, le "doyen de lignage", était investi d'un pouvoir rituel que politique. Bien avant la Guerre Sainte lancée contre les "groupes anciens" (A. TASSOU, 2005, p.34.) de la partie septentrionale du pays, elles vivaient sous l'égide de leur "doyen d'âge", Tékuem', qui résidait alors au nord ouest de l'actuelle ville de Mokolo. C'est lui qui se devait de présider aux destinées de l'ensemble de la communauté sur le plan purement religieux. Avant l'implantation des Peuls dans la région, d'autres "doyens d'âge" succédèrent à lui, lesquels étaient chargés d'annoncer la fête du taureau (le *Maray*), la fête de clair de lune (le *Hodok*) et autres rites initiatiques, celui du *Mokol* ou la fête de la récolte notamment (A. TASSOU, 2005, p.117 ; Y. SCHALLER, 1973, p.48.).

Dans l'ensemble, les "doyens d'âge" n'avaient que des fonctions essentiellement religieuses et par conséquent n'intervenaient que, de façon exceptionnelle, dans les affaires politiques de l'ensemble de la population qu'en cas de crise politique. Aussi, étaient-ils parfois considérés comme des "chefs de guerre" et, en tant que tels, leurs fonctions politiques circonstanciées prenaient toujours fin une fois que cette crise venait à être maîtrisée par les différents belligérants. Il en était de même chez d'autres peuples de l'Extrême-Nord du pays tels les Massa et les Toupouri où certains chefs traditionnels portaient le nom de "chefs de terre"<sup>4</sup> ou chefs coutumiers. Les premiers par exemple (les Massa) leur donnent le nom de "*Boum nagada*", tandis que les seconds (les Toupouri) les appellent "*Wang Siri*". Dans ces deux sociétés, ce sont le "*Boum nagada*" et le "*Wang Siri*" qui détiennent la quasi-totalité des pouvoirs magico-religieux. En plus de leur rôle d'annonceur de semences et de récoltes, ces gardiens des traditions massa et toupouri étaient également chargés de régler les conflits fonciers entre les différents membres de leurs communautés respectives. Aussi la plupart des sociétés négro-africaines ont-elles eu à leur tête- à un moment donné de leur histoire- des "chefs de terre", même celles organisées en Etat. Voilà comment Jacques Lombard essaie de définir les fonctions d'un "chef de terre" :

*Quant au chef de terre, c'est un véritable prêtre, chargé de veiller au bien commun par l'exploitation spirituelle des vertus de la terre et de régler les conflits susceptibles de faire répandre le sang, acte sacrilège à l'égard des génies du sol. Son autorité est surtout morale et rituelle, mais aussi politique par ses possibilités d'intervention pour le maintien de la paix et de l'ordre, et par sa participation avec les chefs de lignage aux affaires locales. Il y a ainsi complémentarité des fonctions des chefs de groupes familiaux et des chefs de terre (J. LOMBARD, 1967, p.40.).*

Dans un cas comme dans l'autre, les populations se devaient de respecter les règles régissant les us et coutumes du groupe, à défaut d'être totalement soumises à l'autorité politique de leur chef. Il s'agissait, en fait, des rapports révérenciels et non de contrainte que les membres de la communauté avaient vis-à-vis de leur "doyen d'âge". Mais ce type de rapports entre les populations et leurs chefs traditionnels ne tarda pas à changer avec la

fondation des *lamidats* au Nord-Cameroun en général et à Mokolo en particulier par les guerriers peuls, suite à la Guerre Sainte (Djihad) menée contre les "infidèles" à partir des années 1804.

En 1830 par exemple, les "envahisseurs" peuls fondèrent le *lamidat* à Mokolo après avoir défait les Mafa et, dont certains d'entre eux furent contraints de reprendre le chemin des montagnes dans le but d'échapper au commandement des nouveaux maîtres des lieux (J.-Y. MARTIN, 1970, p.27 ; A. TASSOU, 2005, p.119.). Perchés à nouveau sur leurs massifs et mécontents des pasteurs peuls, les Mafa contestèrent l'autorité des chefs musulmans jusqu'à l'arrivée des Blancs dans la région. C'est ce qu'atteste ce passage rapporté par Jean Yves Martin :

*Les villages kirdi-matakam rattachés à Mokolo, rapportait le capitaine Vallin en 1927, sont toujours restés indépendants, sans rien entre eux ni avec Mokolo et font régler leurs litiges et palabres sans jamais passer par l'intermédiaire du chef de Mokolo, que celui-ci soit un Foulbé ou un kirdi (J.-Y. MARTIN, 1970, p.44.).*

Néanmoins, de 1830 jusqu'à l'occupation effective de l'ensemble du territoire camerounais par les Allemands (1902), les Mafa, les Kapsiki, les Mofou du *lamidat* furent totalement soumis à l'autorité des chefs musulmans, malgré "l'esprit frondeur" dont certains d'autres eux étaient animés. Contrairement aux différentes chefferies traditionnelles existantes dans la plupart des sociétés négro-africaines ("doyen de lignage", "chef coutumier" ou "chef de terre", "chef de guerre", etc.) qui n'avaient pas de structures politiques bien rigides, celles des Peuls furent totalement centralisées.

Il existe, en effet, toute une "structure gouvernementale" au sein du *lamidat* et, à la tête duquel se trouve un chef suprême, un *lamido*, voire un "chef de l'Etat musulman". « *Tel qu'on peut le constater, le lamidat est un Etat au sens fort du terme* » (G. L. TAGUEM FAH, 2003, p.271.). Le *lamido* préside aux destinées des populations de son unité de commandement. Il est le souverain, le chef politico-religieux de l'ensemble de la communauté. Il est assisté dans ses hautes et prestigieuses fonctions par un conseil de notables dénommé *faada* ou *fada*. Du reste, voici quelques uns des membres du "gouvernement" du *lamidat* de Mokolo<sup>5</sup> :

*Lamido* : souverain ou "chef de l'Etat" ;  
*Faada* : conseil des notables ;  
*Imam* : ministre du culte ;  
*Sarki faada* : chef de la *faada*, secrétaire d'Etat ;  
*Wakili* : premier ministre ;  
*Kaigama* : ministre des affaires courantes du *lamidat* ;  
*Waziri* : notable, conseiller du chef ;  
*Katchalla* : ministre de la justice ;  
*Tchiroma* : ministre des transports ;  
*Galdima* : grand notable, particulier du chef ;  
*Magadji* : ministre des relations extérieures ;  
*Offa* : ministre de l'intérieur ;  
*Adjia* : messenger du chef ;  
*Sarki sanou* : ministre de l'élevage ;  
*Sarki Bounou* : ministre du commerce, etc.,

Tous ces notables se devaient ainsi, chacun en ce qui le concerne, de travailler en étroite collaboration avec le prince pour le bien être des populations du *lamidat*. Aussi se devaient-ils de se soumettre aux ordres du souverain de peur d'attirer contre eux la fougue de

ce dernier, étant donné que les insubordonnés étaient sévèrement châtiés par le chef suprême, le *lamido*. C'est ce qui témoigne sans doute du caractère pyramidal de ce type de sociétés dans lesquelles ont vécu les Peuls bien avant la colonisation occidentale.

Dans l'ensemble, le conseil des notables et la quasi-totalité des autres groupes islamisés du *lamidat* bénéficiaient d'une certaine préséance de la part du prince par rapport au groupe fondateur, le groupe mafa notamment. C'est ce qu'il convient d'appeler la catégorie des hommes libres du *lamidat* (les *Rimbe*), contrairement à celle des autres groupes au sein desquels étaient recrutés les esclaves de la cour (les *Matchoube*). En leur qualité d'aristocrates de conquête, les *lamibe* détenaient ainsi des pouvoirs essentiellement politiques et maintenaient, en réalité, la paix et l'ordre social dans le *lamidat* de Mokolo plus par la contrainte et l'arbitrage que par leur influence spirituelle. Grâce à leur armée et à leur puissante cavalerie, les différents souverains musulmans qui se sont succédés au cours de cette période ont dû maintenir la tranquillité et la quiétude au sein d'une population totalement traumatisée (en l'occurrence la population mafa) par les guerres et autres razzias esclavagistes qui ont sévi dans la région.

En dehors de leur rôle politique qui consistait à encadrer politiquement les populations de leur unité de commandement, les autorités traditionnelles étaient également les gardiens des us et/ou des traditions islamiques. En leur qualité de chefs religieux, elles étaient considérées comme des intermédiaires entre les fidèles musulmans et les différentes divinités. C'est l'une des raisons pour lesquelles elles étaient investies d'un pouvoir religieux et par conséquent officiaient les différentes fêtes et rites religieux. Cette fonction d'encadrement religieux des fidèles musulmans était d'autant plus visible à travers l'existence au sein du "gouvernement *lamidal*" d'un ministre de culte, l'*Iman*, lequel est placé sous la tutelle incontestée du *lamido*.

Aussi ont-il contribué au développement économique du *lamidat* avant l'occupation de la région par les nouveaux maîtres des lieux, les Franco-anglais, après leur victoire face aux Allemands. En outre, l'organisation des activités économiques incombait au *lamido*, en sa qualité de "Chef de l'Etat musulman". Les ministres des transports (*Tchiroma*), du commerce (*Sarki Bounou*), de l'élevage (*Sarki Sanou*) étaient, chacun en ce qui le concerne, chargés d'animer la vie économique de la cour royale en particulier et celle de Mokolo en général. Les premiers marchés périodiques furent de création purement "*lamidale*", lesquels étaient des lieux par excellence de transactions commerciales aussi bien pour les populations du *lamidat* que pour les contrées voisines, notamment des citées nigérianes (Mubi, Madagali, etc.). Somme toute, la contribution des chefs traditionnels dans le processus du développement politique, socio-culturelle et économique de Mokolo avant la colonisation n'est plus à démontrer, eu égard à tout ce qui précède. Avec la mise en place des systèmes administratifs coloniaux à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'on a assisté à l'altération des pouvoirs des souverains musulmans.

## **II- Les institutions traditionnelles sous administration coloniale**

Après la signature du traité germano-douala du 12 juillet 1884, le Cameroun a été placé sous protectorat allemand. De 1884 à 1916, les Allemands ont mis un accent particulier sur le développement socio-économique en créant des infrastructures de communication (routes) et en construisant d'autres équipements à caractère urbain, notamment les écoles, les centres de santé, les églises, etc. En 1922, l'administration française créa la subdivision du Mandara ayant pour chef-lieu Mokolo, laquelle dépendait de la circonscription de Maroua. Bouari (1918/1925), alors *lamido* de Mokolo, a été destitué par les Français pour trafic de jeunes enfants mafa à destination de la localité de Madagali, au Nigeria voisin<sup>6</sup>. Il fut remplacé au trône par Fassaha (1925/1927). Après lui, Yacouba (1927/1946) et Mohamadou (1946/1947) présidèrent successivement aux destinées des populations de la localité. Lorsque

Yacouba mourut en 1946, il y eut de sérieux problèmes pour sa succession, car l'autorité de son fils Mohamadou fut énergiquement contestée par les Mafa, d'où sa destitution un an après. De 1947 à 1948, la chefferie resta vacante et la régence fut assurée par le premier ministre de la cour (*Wakili*), Haman Adam. Ce n'est qu'en 1948 que Idrissou fut élu à la tête du *lamidat* et ceci jusqu'en 1990 (A. TASSOU, 2005).

Sur le plan administratif, les Allemands ont, grâce à leur système administratif (*l'Indirect Rule* ou l'administration indirecte), associé les autorités traditionnelles du *lamidat* de Mokolo à la gestion de leur localité. A défaut de se substituer totalement aux *lamibe*, les administrateurs coloniaux français en ont également fait d'eux leurs collaborateurs. Dans l'ensemble, l'administration coloniale française fonda de nouvelles chefferies administratives ayant des caractères absolument différents les unes des autres entre les années 1920 et 1930. Il s'agissait, pour le cas d'espèce, des chefferies supérieures, des chefferies de canton et des chefferies de village. Tout comme les chefs traditionnels existants (Sultans et *Lamibe* notamment), les chefs supérieurs, les chefs de canton et les chefs de village étaient, « *sauf cas exceptionnels dans les débuts* » (J. LOMBARD, 1967, p.109.), dépourvus de tout pouvoir administratif. Dans le *lamidat* de Mokolo comme partout ailleurs, le pouvoir des souverains musulmans diminua, étant donné que leur territoire de commandement s'était effrité davantage avec l'apparition de nouvelles unités administratives. Mais les véritables perturbations qui ont le plus affecté les structures *lamidales* au cours de cette période ne survinrent qu'à l'orée des années 1950, lesquelles allaient totalement briser la dynamique interne des *lamidats* et/ou sultanats du Nord-Cameroun. C'est ce qu'atteste ce passage ci-après :

*Une sérieuse réforme de l'organisation territoriale a eu lieu en 1949. Elle supprimait le système peul du tokkal qui reposait sur la soumission des administrés au notable de leur choix. Ainsi, les djaoro deviennent de véritables chefs de village ayant une certaine autonomie qui réduit leur dépendance vis-à-vis du lamido* (G. L. TAGUEM FAH, 2003, p.274.).

Le *lamido* Idrissou (1948/1990) a sans doute été l'une des victimes de cette réforme, car il devint de moins en moins influent. Des villages mafa, notamment Soulédé, Roua, Mogodé et autres, se libérèrent davantage du joug de l'autorité *lamidale* à telle enseigne que leurs chefs commencèrent à revendiquer une plus large autonomie vis-à-vis de leur souverain, Idrissou<sup>7</sup>. Ceci s'est traduit à travers de multiples réclamations adressées à l'attention des autorités administratives en charge dans la circonscription de Mokolo.

En 1957, l'administration française, lassée d'entendre les plaintes des populations mafa scinda l'ancien canton de Mokolo en deux<sup>8</sup>. Il s'agit du canton peul qui eut à sa tête Idrissou, et du canton matakam avec pour chef Magadji Djamaré, mafa islamisé, proposé par ses pairs et confirmé par l'administration française<sup>9</sup>. Depuis 1957, la ville de Mokolo a la particularité d'abriter deux chefferies de premier degré : la chefferie Mokolo-centre et la chefferie Matakam-sud, qui sont situées à environ 300 m l'une de l'autre. La première chefferie revient aux groupes allogènes, aux bergers peuls en provenance du Nigeria et aux musulmans. C'est une chefferie de conquête, née de l'occupation par un groupe étranger : le groupe peul. La deuxième chefferie, quant à elle, appartient à l'ethnie mafa et aux autres "groupes anciens" de la région, notamment les Kapsiki, les Mofou. Elle est considérée comme une chefferie de fondation, étant donné qu'elle revient aux Mafa. Selon les informations recueillies auprès des populations locales, les deux *lamibé*, Idrissou et Magadji Djamaré, ont véritablement plaidé en faveur de la cohésion sociale dans leurs *lamidats*, au regard de la situation qui prévalait à la veille des années 1960. Ils ont non seulement su maintenir la paix et la tranquillité au sein des populations jadis divisées par des clivages plus

ou moins religieux et culturels, mais ont aussi et surtout contribué au développement économique de la ville de Mokolo pendant cette période.

Au total, les autorités traditionnelles ont été des acteurs incontestés du développement social, économique, culturel et politique de la ville de Mokolo pendant la période coloniale. L'exemple du *lamido* Idrissou semble être édifiant, bien qu'il ait même perdu certains de ses avantages vis-à-vis de ses sujets suite à la réforme entamée par l'administration française en 1949 d'une part et à la scission de son *lamidat* en deux en 1957 d'autre part. De façon générale, l'administration coloniale en mettant fin à la pratique des coutumes jugées incompatibles avec l'ordre public a également diminué les sources de revenus des souverains musulmans du Nord-Cameroun en général. Il s'agit, entre autres, de l'abolition de l'esclavage et de la suppression de la traite, pratiques ayant constitué une voie sûre de rétributions pour les *lamibe* et leurs notables. Il en est de même de la disparition des moyens d'intervention armée et de coercition dont disposaient les princes sur l'ensemble de leurs administrés.

Enfin, l'introduction de nouvelles valeurs religieuses et idéologiques étrangères a également bouleversé l'ordre religieux existant : l'Islam notamment. A Mokolo comme partout ailleurs, il y eut un véritable avilissement des instruments du pouvoir des chefs indigènes au bénéfice de nouveaux maîtres des lieux : les administrateurs coloniaux. Le *lamido* Idrissou a certes vu certaines de ses prérogatives s'amoinrir, mais il a également marqué de son sceau le jeu politique dans son unité de commandement. Tout en s'appuyant sur les *Lamibe* du Nord-Cameroun de façon générale, l'administration coloniale a, en fait, étendu le pouvoir de ces derniers sur les populations non musulmanes de cette partie du pays. « *De la sorte, souligne Alawadi Zelao, l'administration coloniale en est venue à renforcer et à consolider le pouvoir des lamidats du Nord qui, à cette époque, étaient fortement déstabilisés par des morcellements internes et des soubresauts de l'histoire* » (ALAWADI ZELAO, 2006, p.11.). Ceci s'est davantage fait remarquer durant tout le règne de Ahmadou Ahidjo qui aurait privilégié les élites musulmanes en général et par ricochet les chefs musulmans par rapport aux autres groupes sociaux du Nord-Cameroun (A. TASSOU, 2005, p.385.).

Néanmoins, les chefs traditionnels de Mokolo ont pris activement part à l'édification de leur ville. Dans bien des cas, ils ont servi de courroie de transmission entre l'administration centrale et les populations locales. Grâce à leur rôle d'intermédiaire, le dialogue entre les populations locales et le pouvoir central a de plus en plus été facilité. Ailleurs, certains d'entre eux furent même associés par l'administration allemande au tracé des premières ruelles et/ou pistes, à la construction des ponts dans le but de désenclaver davantage la région du Nord-Cameroun tout entière. Ce sont eux qui, en réalité, fournissaient la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des grands travaux de construction initiés par les administrateurs coloniaux.

Les *lamibe* Adama (1907/1914), Riskou (1914/1918) et Bouari (1918/1925) ont par exemple, chacun au cours de son règne, lutté efficacement pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité au sein de leurs populations. Entre 1916 et 1919, période transitoire au cours de laquelle les troupes franco-anglaises étaient encore engagées dans la première guerre mondiale, leur autorité s'est renforcée davantage. Il y eut, en effet, une véritable résurgence des maux sociaux tels les vols, les viols, les raptés des femmes et autres homicides de tous ordres dans le *lamidat* de Mokolo en particulier et au Nord-Cameroun en général. Ainsi en collaboration avec les nouveaux maîtres des lieux, Fachaha (1925/1927), Yakouba (1927/1946) et Mohamadou (1946/1947)<sup>10</sup> ont présidé aux destinées des populations de la localité tout en luttant efficacement contre ces fléaux. Ce fut grâce, en partie, à leur collaboration que les commissaires et les hauts commissaires français au Cameroun ont pu "pacifier" la région du Nord-Cameroun (D. ABWA, 1999).

Au total, les pouvoirs des chefs traditionnels ont considérablement diminué au cours de la période allant de 1884 à 1959, étant donné qu'ils sont devenus de simples subalternes de

l'administration coloniale. C'est l'une des raisons pour lesquelles leur contribution dans le processus d'urbanisation de la ville de Mokolo ne s'est indubitablement ressentie qu'à partir des années 1960. Ce fut, en réalité, à partir de cette date que leur implication dans le processus d'urbanisation devint effective. Leur présence dans la vie politique, et socio-économique se fit de plus en plus remarquer à tel point que certains d'entre eux devinrent de véritables acteurs de développement.

### III- Autorités traditionnelles post-coloniales et développement urbain

A défaut de se substituer totalement aux chefs traditionnels du Nord-Cameroun (Sultanats et *Lamibe*), les autorités administratives post-coloniales firent d'eux de véritables courroies de transmission entre l'administration centrale et les populations locales. Dans le *lamidat* de Mokolo-centre, ce fut Idrissou (1948/1990) qui servit d'intermédiaire entre les populations musulmanes et les administrateurs post-coloniaux. Il a ainsi eu le privilège d'avoir été *lamido* dans cette ville sous les règnes respectifs des présidents Ahmadou Ahidjo (1960/1982) et Paul Biya (depuis 1982 à nos jours). Il est présenté comme l'un des chefs traditionnels à avoir le plus participé au développement urbain de Mokolo. La grande mosquée du *lamidat* construite vers les années 1830 a, par exemple, été rénovée juste à la fin de son règne, en 1990. Sur le plan politique, le *lamido* Idrissou, a également été présenté comme l'un des collaborateurs les plus dociles des administrateurs coloniaux et post-coloniaux. Il a, par ailleurs, milité activement aussi bien au sein de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) que dans le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). C'est dire que le décret N° 77/245 du 15 juillet 1977 portant organisation des chefferies traditionnelles, modifié et complété par le décret N° 82/241 du 24 juin 1982 faisant de l'ensemble des chefs traditionnels des auxiliaires de l'administration centrale n'a fait que renforcer son indéfectible attachement à l'autorité de ses chefs hiérarchiques. Depuis le 16/03/1991, il a été remplacé au trône (après son décès) par son fils, le *lamido* Yacouba Mohammadou Mourtalla qui, faut-il le noter, semble jouer le même rôle, celui d'un fidèle subordonné de l'administration centrale. Il en est du même rôle que joue Djaligué Zogoï depuis 1993 qu'il est à la tête du *lamidat* de Matakam-sud. Voilà pourquoi les deux *lamibe* n'ont cessé d'affirmer, et ceci sans ambages, qu'ils n'étaient que de simples subalternes de l'administration centrale et par conséquent étaient totalement astreints aux ordres de leur chef hiérarchique direct qu'est le sous-préfet. Autrement dit, ils sont conscients de l'amointrissement et de l'affaiblissement de leur pouvoir de décision par le simple fait qu'ils se doivent de collaborer avec les autorités administratives. Ceci se justifie, en partie, par les marges de manœuvres que ces dernières ont sur les autorités traditionnelles de façon générale. Toutefois, certains chefs traditionnels du Nord-Cameroun, compte tenu de leur charisme politique, notamment les *lamibe* de Ray Bouba, de Tchéboa et autres, ont plutôt été investis de pleins pouvoirs au cours de la période post-coloniale. C'est par exemple ce qu'affirme G. Taguem Fah à propos du tout puissant *lamido* de Ray Bouba au Nord du pays :

*Le lamido de Ray Bouba a toujours marqué son autonomie, contestant de fait la prééminence des grands centres urbains. Face au danger d'altération que représentait pour eux la poussée occidentale, les lamibé successifs s'étaient toujours et farouchement opposés à l'établissement dans leur territoire d'un poste administratif (G. L. TAGUEM FAH, 2003, p.275.).*

Cette façon de s'appuyer sur les chefs traditionnels pour pouvoir faire asseoir davantage son autorité semble avoir été copiée par le président Paul Biya qui, faut-il le noter, accorde une plus grande importance aux rôles que jouent ces derniers dans la vie socio-économique et politique du pays depuis son accession à la Magistrature suprême. Ils bénéficient ainsi d'un traitement particulier aussi bien de la part du régime en place que des

élites politiques locales. Dans bien des cas, certains d'entre eux sont totalement réduits à la cause du parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), lors des différentes consultations électorales (présidentielles, législatives et municipales) organisées sur l'ensemble du territoire national.

*Dans cette partie du Cameroun, les résidences des chefs se transforment le plus souvent en bureau de vote. Seuls les bulletins blancs du parti au pouvoir sont distribués à la population (analphabète et incrédule) qui effectue/pose l'acte de vote sous la pression des représentants des lamibé d'une équipée (Sic) de forces de l'ordre qui s'échinent plutôt à terroriser les masses dans un contexte politique de "concurrence déloyale" (ALAWADI ZELAO, 2006, p.11.).*

Parfois, ce sont les élites locales qui les amadouent afin d'avoir leur "bénédiction", mieux leur "onction cheffale" auprès des populations de leurs territoires de commandement en période électorale. Ainsi, grâce à cet important "capital social"- le pouvoir électoral-certains chefs traditionnels parviennent souvent à se faire une parfaite santé économique en temps de campagnes électorales, périodes considérées pour beaucoup d'entre eux comme des moments de "vache grasse". Somme toute, les autorités traditionnelles de la ville de Mokolo en particulier et celles du Nord-Cameroun en général ont et continuent de jouer d'importants rôles dans la vie politique du pays. Il en est de même du domaine de la vie sociale où ils sont de plus en plus présents. A Mokolo par exemple, les *lamibe* et les différents chefs de quartiers participent activement à la lutte contre l'insécurité urbaine. De façon concrète, ils forment et encadrent les comités de vigilance qui patrouillent dans les îlots de la ville où l'insécurité règne le plus, notamment dans les quartiers Château ou Bakassi, Mboua, Mofolé, sièges du brassage des boissons indigènes (*Bil Bil*, *Arky*, etc.). Aussi sensibilisent-ils les populations en matière d'hygiène et de salubrité urbaine.

*Mon collègue Djaligué Zogoï et moi prenons activement part au processus de développement de la ville de Mokolo depuis que nous sommes à la tête de nos chefferies respectives. Non seulement nous aidons les autorités administratives à lutter efficacement contre les voleurs, les braqueurs et autres délinquants sociaux, mais nous sommes toujours présents dans la vie politique et économique de notre localité<sup>11</sup>.*

De tout ce qui précède, force est de constater que la contribution des autorités traditionnelles dans le développement de la ville de Mokolo est une évidence aussi bien sur le plan politique que socio-économique. Aussi n'ont-elles pas cessé de lutter en faveur de la préservation et de la promotion des anciennes valeurs sociales traditionnelles, notamment la solidarité, l'entraide, la courtoisie, le respect de la parole donnée, etc. Le *lamido* de Matakam-sud affirme par exemple qu'il n'a jamais cessé de contribuer activement à l'organisation de la fête du bœuf de case (le *Maray*), bien qu'il soit islamisé. Ainsi, la chefferie traditionnelle cesse d'être une simple "nègrerie" (M. TOWA, 2006, p.4.) qu'il faut supprimer, au regard de l'important rôle qu'elle joue dans le processus d'urbanisation de façon générale.

## Conclusion

La ville de Mokolo a le privilège d'abriter en son sein deux chefferies traditionnelles de 2<sup>nd</sup> degré : la chefferie Mokolo-centre et la chefferie Matakam-sud. La première a été fondée vers les années 1830, suite à l'incursion des "envahisseurs" peuls dans la région en provenance des localités nigérianes voisines, obligeant ainsi les anciens maîtres des lieux (les Mafa) à effectuer des mouvements de reflux vers les montagnes. La deuxième, quant à elle,

n'a été créée qu'en 1957 par l'administration française afin de répondre aux réclamations des populations mafa qui en avaient un peu marre de croupir sous le poids du commandement des souverains musulmans.

Dans l'impossibilité de se substituer totalement aux autorités traditionnelles, l'administration centrale française a fait d'elles ses collaboratrices. C'est sur elles que les administrateurs coloniaux se sont régulièrement appuyés pour mieux régenter l'ensemble des populations de la région. S'inspirant de l'expérience de ses maîtres blancs, Ahmadou Ahidjo les associa également à la gestion de leur localité, bien que ces dernières aient perdu certains de leurs anciens avantages vis-à-vis de leurs sujets. Leur pouvoir de décision s'est certes amoindri au profit de celui des autorités administratives (gouverneurs, préfets, sous-préfets, chefs de district, etc.), mais elles n'ont cessé de contribuer activement au processus d'urbanisation de leur ville.

Depuis l'accession du président Paul Biya à la Magistrature suprême, les chefs traditionnels sont de plus en plus impliqués dans la gestion des affaires socio-économiques et politiques de leur pays. Désormais, le régime a besoin d'eux afin de bénéficier d'une large confiance de la part de l'ensemble des populations "cheffales". Il en est de même des élites locales qui sont obligées de leur tendre les mains en période de consultations électorales. Mais la véritable contribution des chefs traditions se situe plus au niveau de la lutte contre l'insécurité urbaine qui, faut-il le noter, semble avoir gagné la plupart de nos centres urbains depuis la récession économique des années 1987.

## Notes

<sup>1</sup> Le "doyen de lignage" était l'homme le plus âgé d'un lignage, qui, en fait, n'était pas un "chef" politique. En réalité, le "doyen de lignage" n'ordonnait pas, mais faisait exécuter- sans moyen de coercition : police, soldat- la volonté de la majorité. En plus, le titre de "doyen" n'était pas héréditaire comme celui du "chef".

<sup>2</sup> Tékuem était selon Zokom Damien, Maire de la commune rurale de Mokolo, et Temtem Marcel, chef service administratif et financier à la délégation urbaine de Mokolo, le "doyen de lignage" mafa installé sur la montagne de *Mokola*, située à 5km environ du centre urbain.

<sup>3</sup> Le début de l'urbanisation de Mokolo peut véritablement être fixé à partir de 1922, année de création de la subdivision du Mandara par les Français, si l'on privilégie le critère administratif comme c'est le cas au Cameroun.

<sup>4</sup> Dans bien des cas, c'est surtout "le doyen d'âge", le premier occupant du village qui portait le nom de "chef de terre". Il convient de noter que l'appellation "chef de terre" a évolué dans le temps et dans l'espace, selon le contexte. Hier, elle désignait "chef coutumier", "propriétaire terrier" dans certaines sociétés du Cameroun (chef les Toupouri et les Massa en l'occurrence). De nos jours, ce terme s'est modernisé à tel point qu'il désigne les autorités administratives (gouverneurs, préfets, sous-préfets, chefs de districts, etc.).

<sup>5</sup> Archives du *lamidat* de Mokolo-centre, non classées. Il convient de noter que certaines appellations varient le plus souvent d'un *lamidat* à un autre, bien que les significations soient les mêmes presque partout. Généralement, les sultanats ont leurs appellations, contrairement aux *lamidats*. Il en est de même des chefferies de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua. C'est pourquoi vous aurez par exemple *Sarki yaki* au lieu de *Katchalla* ; *Sarki pawa* au lieu de *Tchiroma*, etc.

<sup>6</sup> Temtem Marcel et Zokom Damien, entretien des 27 et 28/03/2001 à Mokolo.

<sup>7</sup> Djaligué Zogoï, *lamido* de Matakam-sud, entretien du 02/04/2001 à Mokolo. « *En réalité, dit-il, l'ensemble des populations mafa ne voulaient plus être sous l'autorité d'un allogène. C'est pourquoi elles demandèrent aux Blancs de leur créer leur lamidat et, à la tête duquel devait régner un fils du terroir, qu'il soit islamisé ou non* ».

<sup>8</sup> La quasi-totalité des montagnards de la région exigeait qu'on lui créa une chefferie mafa avec à sa tête l'un des siens et non un Foulbé et, originaire du Nigeria à plus forte raison.

<sup>9</sup> Magadji Djamaré, bien présenté aux administrateurs coloniaux comme un Mafa islamisé, fils héritier de Tékuem, serait plutôt un Foulbé de Madagali, parent du *lamido* Idrissou. Avant sa désignation à la tête de la chefferie de Matakam-sud, il assurait les fonctions de messenger (*Adjia*) à la cour du *lamido* Idrissou.

<sup>10</sup> Après la mort du *lamido* Mohamadou en 1947, il y eut une période de vacance au cours de laquelle le premier ministre (*Wakili*), Haman Adama (1947/1948), assura la régence.

<sup>11</sup> Yacouba Mohammadou Mourtalla, *lamido* de Mokolo-centre, entretien des 30/03/2001 et 04/04/2001 à Mokolo.

---

## Bibliographie

- Abwa, D., 1999, *Commissaires et Hauts commissaires de la France au Cameroun 1916-1960*, PUC, Yaoundé.
- Alawadi Zelao, "Nord-Cameroun. Pouvoir des chefs traditionnels et inhibition de la 'rationalité démocratique'", in *Œil du Sahel*, N°207 du juillet 2006.
- ANY, 2AC 4786, Histoire socio-politique des lamidats de la région du Nord, 1802-1955 (Banyo, Tibati, Ngaoundéré).
- Bah, T. M., « Le facteur peul et les relations inter-ethniques dans l'Adamaoua au XIX<sup>e</sup> siècle », in Boutrais, J. (Ed.), 1993, *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, ORSTOM, Paris.
- Delavignette, R., 1946, *Service africain*, Paris.
- Froelich, J.-C., 1954, "Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua", in *Etudes Camerounaises*, No 45-46, septembre-décembre.
- Kengne Foudouop et A. Bopda, 2000, *Un siècle de recherche urbaine au Cameroun*, Presse Universitaire de Yaoundé, Yaoundé.
- Lombard, J., 1967, *Autorités traditionnelles et pouvoirs européens en Afrique noire*, Armand Colin, Paris.
- Martin, J.-Y., 1970, *Les Matakam du Cameroun*, ORSTOM, Paris.
- Nkilli, R., 1976, "Maroua, la ville et sa région, des origines à 1919", thèse de doctorat 3<sup>e</sup> cycle, Paris IV.
- Schaller, Y., 1973, *Les kirdi du Nord-Cameroun*, Imprimerie des Dernières Nouvelles, Strasbourg.
- Taguem Fah, G. L., « Crise d'autorité, regain d'influence et pérennité des lamidats peuls du Nord-Cameroun », in Perrot, C.-H. et Faurielle Aymar, F.-X. (Ed.), 2003, *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et le pouvoir en Afrique*, Karthala, Paris.
- Tassou, A., 2005, « Evolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIX<sup>e</sup>- XX<sup>e</sup> siècles) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga », Thèse de doctorat/Ph.D. d'histoire, Université de Ngaoundéré. .
- Towa, M., "La chefferie traditionnelle est une nègrerie qu'il faut supprimer", in *Pouala Culture*, Mensuel, N°28 août 2006.